SECTION 03 - TIMBRE PROPORTIONNEL

XII.01.03.01 – Quittances et décharges

Les quittances ou acquits donnés au pied des factures et mémoires, les quittances pures et simples, reçus ou décharges de sommes et, généralement, tous les titres quels qu'ils soient, signés ou non signés, qui emportent libération, reçu ou décharge sont soumis à un droit de timbre proportionnel de 0,25% en cas de paiement en espèce.

XII.01.03.02 – Quittances délivrées par l'administration des douanes et des impôts indirects

Les quittances des droits et taxes perçus pour le compte d'offices ou autres organismes sont soumises au droit de timbre.

XII.01.03.03 – Quittances administratives

Les versements des sommes supérieures à 250 dirham effectués à des personnes illettrées ne pouvant signer l'acquit peuvent être constatés soit par des quittances notariées, soit par des quittances administratives délivrées par les autorités locales compétentes.

A l'instar des quittances notariées et à l'exception des cas où les paiements interviennent dans le cas d'exemption prévue par le code général des impôts, les quittances administratives sont passibles du droit de timbre proportionnel de 0,25% en cas de paiement en espèce.

Ce droit s'applique aussi aux actes faits sous signatures privées.

Lorsque le droit de timbre est applicable aux quittances délivrées par les comptables du trésor, le prix du timbre est ajouté de plein droit au montant de la somme due et est soumis au même mode de paiement.

XII.01.03-04 : Les véhicules à moteur assujettis à la taxe spéciale annuelle pour les véhicules lors de leur première immatriculation.

Les véhicules à moteur importés neufs ou à l'état usagé, à l'exception de celles importés par les concessionnaires agréés, sont passibles à la taxe spéciale annuelle sur les véhicules, lors de leur dédouanement aux taux déterminés dans le tableau figurant à l'article 252-I-C du CGI (Circulaire de l'ADII n° 5740/200 du 28 Décembre 2017).